

La III^e République (1870-1914)

Introduction

4 septembre 1870 : coup d'État des républicains de Paris, fin de l'empire et proclamation de la république.

La répression de la commune permet à celle-ci de se montrer facteur d'ordre et de stabilité. Mais les Français sont monarchistes. Pour autant la monarchie ne parvient pas à être rétablie.

Les républicains s'installent et doivent forger des Français républicains pour asseoir leur régime. Créer des valeurs, des symboles, des discours pour enrôler le peuple dans cette aventure. Trouver des ennemis contre qui lutter : à l'extérieur l'Allemagne, à l'intérieur, les catholiques.

Régime est secoué par des scandales, des malversations, des corruptions, mais les ressorts de l'État étant tenus, la république ne sombre pas.

La France se maintient, son économie prospère, son industrie aussi, mais dépassée par l'Angleterre et l'Allemagne. Les dangers extérieurs ne sont pas vus, ce qui conduit à la guerre.

Problématique : Comment un régime non souhaité par le peuple a-t-il pu s'installer et se maintenir ?

I/ La III^e République : établissement et enracinement

1/ En attendant la monarchie

a/ Premières élections

Élections législatives :

1871 :

Légitimistes : 200 31.8%

Orléanistes : 200 31.8%

Total : 400

Bonapartistes : 30 4.6%

Républicains : 200 31.8%

Total : 630

1876

Légitimistes : 25 5.5%

Orléanistes : 55 12%

Total : 80

Bonapartistes : 75 16.5%

Républicains : 300 66%

Total : 455

Orléanistes : petit-fils de Louis-Philippe, comte de Paris.

Légitimistes : petit-fils de Charles X, comte de Chambord.

Charles X (1757-1824-1830-1836)

Charles d'Artois, l'enfant du miracle.

Louis XIX (1775-1844) roi pendant 20 minutes, puis abdique. Pas d'enfant.

Mais différence aussi sur la conception politique et sur le régime. Les deux ne s'entendent pas, pas d'alliance possible, les républicains profitent de cette division.

Thiers est favorable à une république modérée. Renversé en mai 1873. Mac Mahon dirige le gouvernement, en attendant de se mettre d'accord.

Union autour du comte de Chambord, mais tient au drapeau blanc, donc pas possible. Reconnaît Paris comme son héritier et successeur parce que n'a pas d'enfant. On attend sa mort car vieux et malade.

C'est la république des ducs.

Février et juillet 1875 : adoption de 3 lois constitutionnelles pour régler le problème de la constitution. Pas de constitution.

On ne parle pas de république mais c'est proche.

Septennat pour attendre la mort de Chambord.

Amendement Wallon : « le chef de l'État est un président de la République élu pour 7 ans. » adopté à une voix près.

b/ Institutions

Deux chambres. Fort pouvoir du président mais jamais utilisé. La chambre des députés va dominer le gouvernement.

Chambre : 615 députés, 4 ans.

Sénat : 300 sénateurs, 9 ans. 75 sénateurs à vie jusqu'en 1884.

c/ Crise du 16 mai 1877

Victoire des républicains. Jules Simon devient chef du gouvernement. Cohabitation.

Le 16 mai 1877 Mac Mahon exige sa démission, dissolution de l'Assemblée. Victoire des républicains en octobre 1877.

Janvier 1879 : démission de Mac Mahon. Jules Grévy président.

1883 : mort de Chambord.

1879 : Sénat devient majoritairement républicain.

Républicains contrôlent tous les pouvoirs.

2/ L'enracinement de la république

a/ Le culte de la République

Juin 1879 : le pouvoir revient à Paris (avant Versailles).

Marseillaise devient hymne national.

1880 : 14 juillet fête nationale.

Marianne : symbole de la république.

1882 : mort de Gambetta, funérailles nationales.

1885 : mort d'Hugo. Idem.

Culte envers la république.

1882 : les maires sont élus par les conseils municipaux. (Sauf Paris).

Établir le règne de la liberté de l'homme, créer une société égalitaire, lutté contre l'obscurantisme.

b/ Les tendances politiques

La droite :

Légitimistes n'ont plus de candidat depuis 1883. Influent dans l'Ouest, Normandie, Provence.

Action sociale importante : Albert de Mun.

Orléanistes : soutiennent le régime mais ne s'en mêlent pas trop. Bourgeoisie d'affaire.

Bonapartistes : 1879 : mort du Prince Impérial. Vers 1880 opte pour le radicalisme jacobin.

Le centre :

Partagés entre Jules Ferry et Gambetta. Unis pour défendre la République mais ne savent pas gouverner entre eux.

Conservateur en matière moral mais adversaire de l'Église. Anticléricalisme politique, qui vient de conceptions philosophiques et aussi du fait que l'Église est opposée à la République.

Anticléricalisme sert à rallier les personnes, c'est un programme politique. Culte de la raison et du progrès, positivisme.

La gauche :

Tendance radicale : Clemenceau. Critique Ferry et Gambetta, se sont embourgeoisés, ont trahis la République.

1880 : faible audience. Audience grandit au fur et à mesure. Passe de l'extrême gauche au centre. Vers 1900 ils sont majoritaires, jusqu'en 1914.

Tendance socialiste : audience qui augmente. Chef : Jules Guesde. Présent à Paris mais minoritaires dans le pays.

Tendance marxiste dure et tendance réaliste, alliance avec le gouvernement.

3/ Forger des républicains

a/ Créer une école d'État

Créer des républicains. Nationalisation de l'école pour endoctriner la jeunesse.

1879 : monopole de la collation des grades.

1880 : interdiction des jésuites, refus de leurs établissements secondaires.

1881 : gratuité de l'enseignement primaire.

1882 : obligatoire.

1884 : légalisation du divorce, premier pays européen à l'adopter. Dissolution de la famille.

1886 : laïque : école aux mains de l'État, interdiction de l'Église. Retirées aux congrégations religieuses.

1881/1882 : expulsion des congrégations religieuses.

Écoles normales pour former les instituteurs. Inoculer les valeurs de la république. « Hussards noirs » de Péguy.

Exalter le nationalisme, cultiver l'esprit de revanche contre l'Allemagne. Former une génération qui doit être prête pour la guerre.

b/ Libertés publiques

1881 : liberté de la presse. Toute personne peut fonder un journal, plus besoin d'autorisation.

1901 : liberté d'association, sauf pour les congrégations religieuses.

La Rp conquiert le milieu rural, à partir de ce moment elle est majoritaire. + Adhésion de la bourgeoisie orléaniste. Les Français cherchent l'ordre et la stabilité, ce que la Rp leur procure.

II/ La III^e République : apogée et orgueil

1/ Instabilités politiques

a/ Instabilité ministérielle

Instabilité ministérielle. 49 gouvernements entre 1876 et 1914.

Mais grande stabilité des hommes : ce sont les mêmes qui ont les postes.

Corruption, postes privilégiés. République apparaît trop opportuniste.

b/ Essor du socialisme

1893 : 50 socialistes élus. Jean Jaurès (Carmaux). Effort pour l'unité du mouvement socialiste.

Attaque du régime capitaliste, se présenter aux élections pour gagner.

c/ Le boulangisme

Général Boulanger : grande popularité. A les moyens de renverser le régime et de prendre le pouvoir, mais mauvais politique et homme irrésolu.

Pourquoi ?

Climat instable : 1885 : élections perdues par les républicains, faible majorité face aux monarchistes.

Grande instabilité ministérielle.

Excitation nationaliste face à Bismarck. Volonté de revanche sur l'Allemagne, on cherche quelqu'un de fort.

Le gendre du président (Grévy) a vendu des légions d'honneur. Il doit démissionner (1887). Corruption.

La presse attaque violemment le régime.

Boulanger est un des rares généraux républicains. Nommé ministre de la guerre car sans risque en 1886-1887.

Oblige les séminaristes à faire le service militaire, raye les fils de Louis-Philippe de l'armée, arrête Schnoebelé, qui est un espion au service de l'Allemagne. Surnommé Général la Revanche.

Très grande renommé, prend la tête des mécontents.

Le gouvernement le retire de l'armée pour ne plus pâler de sa popularité : grave erreur, peut désormais se présenter aux élections.

1889 : élu à Paris. Acclamé par la foule. On le presse à faire un coup d'État. Peur de Boulanger, refuse.

Gouvernement l'arrête et l'incolpe pour atteinte à la sûreté de l'État. Son mouvement s'effondre.

1891 : suicide sur la tombe de sa maîtresse.

Les catholiques l'ont soutenu, ce qui amène la république a les attaquer davantage.

d/ Le ralliement

1890 : Léon XIII demande aux catholiques de participer à la vie politique et de s'accommoder du régime.

1892 : *Au milieu des sollicitudes*. Accepter le régime pour en changer la législation. Mal compris chez les monarchistes.

2/ La République et les affaires

a/ Le scandale de Panama

Faillite de l'entreprise de percement du canal, ruine de ceux qui ont prêté de l'argent. Or, les parlementaires ont accepté une émission d'action, alors même qu'ils savaient que la société allait faire faillite. Donc ruine des épargnants.

La Libre Parole (Etienne Drumont) dénonce le scandale. Attaque contre les chéquards.

Conséquences : les parlementaires ne sont pas condamnés car la prescription de 3 ans est passée, mais leur vie politique est finie. Une nouvelle génération arrive : Poincaré, Delcassé, Barthou. Dure jusque dans les années 1930.

Les Français sont échaudés par l'affaire parce que ruinés. Donc ne prêtent plus aux industries mais orientent leurs placements vers le bons du trésor ou la terre. L'industrie manque désormais de capitaux.

La presse joue un rôle majeur dans cette affaire, ce n'est qu'un début.

b/ Les attentats anarchistes

Peu nombreux mais leurs actes leur donne beaucoup d'importance.

1881 : assassinat d'Alexandre 1^{er}.

1894 : Sadi Carnot (France).

1898 : Impératrice d'Autriche.

1900 : roi Humbert 1^{er} d'Italie.

1901 : président des EU Mac Kinley.

Climat de terreur et de peur. Socialisme alimente l'anarchisme.

Alliance des républicains modérés et des conservateurs.

c/ L'affaire Dreyfus 1894/1899

Origines

Affaire judiciaire. Bordereau retrouvé en 1894. Parle de l'envoi de documents de l'armée française vers l'Allemagne. Alfred Dreyfus accusé. Condamné, dégradé et déporté en Guyane.

Le colonel Picard découvre que l'auteur est Esterhazy. Militaire à la vie dissolue. A besoin d'argent pour payer ses maîtresses, donc envoie les documents.

Gouvernement essaye d'étouffer l'affaire.

Campagne de presse. Soit on accuse Dreyfus soit on l'innocente. Haine dans les journaux et dans les salons.

France coupée en deux.

Ligue des droits de l'homme pour défendre Dreyfus.

Ligue de la patrie française (1898), Barrès, contre Dreyfus.

13 janvier 1898 : J'accuse, de Zola dans l'Aurore. (Clemenceau).
En 1898 on découvre que des pièces qui accablent Dreyfus sont des faux.
Campagne antisémite.

1899 : nouveau conseil de guerre. Dreyfus toujours condamné.
1906 : 3^{ème} conseil de guerre, Dreyfus innocenté.

Conséquences

Pays divisé, luttes passionnelles.

La droite se fait piéger : contre Dreyfus pour protéger l'armée, par nationalisme.
Avec l'affaire le nationalisme devient une valeur de droite, moyen d'attaquer la république. Adhère au nationalisme au moment où la masse des Français s'en détache (idem pour les colonies).

Formation du Bloc des Gauches pour protéger la République. Lutte contre les conservateurs et contre l'Église. Les rp modérés sont balayés et les radicaux arrivent au pouvoir.

Essor de l'anticléricisme, prend une nouvelle vigueur.

3/ Situation sociale de la France (1880-1900)

a/ Conjoncture

Progrès industriels et matériels. Amélioration des conditions de vie. Électricité, machines.

Freycinet lance des travaux : canaux, routes, voies ferrées. Progrès dans la suite de l'Empire.

b/ Industries

Voies ferrées

1889 : 25 000 km

1914 : 50 000 km

Arrivée du métro à Paris.

1913 : France est le premier constructeur automobile européen.

1890 : Peugeot.

1899 : Renault.

Grandes entreprises :

Wendel, Saint-Gobain, Pechiney, Schneider, Kuhlman.

Besoin d'importer 1/3 de la consommation de charbon.

Production d'acier en 1913 :

France : 5 M

Allemagne : 17 M

La chimie est très en retard par rapport à l'Allemagne.

Production industrielle française :

9% de la production mondiale en 1869, 6% en 1913.

La législation sociale est moins avancée qu'en Angleterre ou en Allemagne.

1882-1896 : crise économique. Produits agricoles venus moins chers des EU et Europe centrale. Difficulté de l'industrie.

Retour au protectionnisme pour protéger les agriculteurs (soutient du régime, Méline).

c/ Syndicats

Essor des mouvements sociaux et du socialisme. Jules Guesde veut la dictature du prolétariat.

1895 : CGT.

Radicalisme et socialisme arrivent dans les campagnes, se détournent un peu des radicaux.

III/ La III^e République : aveuglement et renfermement

1/ La république radicale (1899-1914)

a/ Partis et tendances politiques

La droite

Monarchistes ne pèsent plus beaucoup vers 1900.

Ancienne droite : rurale, pacifiste, monarchiste.

Nouvelle droite : urbaine, nationaliste, antiparlementaire.

L'Action Française, Charles Maurras.

La gauche

Radicaux : conservateur, présent dans les campagnes. Rationaliste, anticléricaux et franc-maçon. Culte du progrès.

Alain est radical. Joseph Caillaux, Clemenceau.

1901 : création du parti radical.

Conservateurs et bourgeois, haine des socialistes.

Socialistes : Progrès constants.

1905 : SFIO.

b/ La lutte contre l'Église

Waldeck-Rousseau veut défendre la république.

1901 : droit d'association sauf pour les congrégations religieuses.

Lutte contre l'Église car accusé d'aller contre la République. Lutte contre les congrégations (écoles et journaux). Prendre leurs biens.

Élection de 1902 : le thème est l'anticléricisme. Large victoire des radicaux. Veulent la séparation avec l'Église.

Émile Combes.

Fermeture de 1 500 congrégations. Expulsion des moines et des religieuses (Chartreuse), envoi de la troupe. Épuration de l'armée (les catholiques).

1903 : mort de Léon XIII

1904 : rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Pie X.

Combes veut la séparation. Mais affaire des fiches. Il démissionne en 1905.

Loi de séparation votée après, rapporteur est Briand. (9 décembre 1905).

Les biens des catholiques sont confisqués.

Clemenceau

Impôt sur le revenu (1914). Lutte contre les grèves : brigades du Tigre.

1907 : crise dans le Midi viticole. Réprimé par Clemenceau (le Midi rouge).

1909 : fin du ministère Clemenceau, retour à l'instabilité alors que la situation internationale est de + en + tendue.

2/ Aveuglement sur les dangers

Refus de la réforme de l'armée.

Élection de 1914 : victoire des radicaux et des socialistes qui s'opposent à la loi des 3 ans.

Elle est adoptée par Poincaré (président) en échange de l'impôt sur le revenu.

3/ Les lettres sous la III^e République

Bouillonnement intellectuel sous la III^e Rp. Vivacité des lettres et des écrivains. La droite a perdu dans le secteur politique, alors elle se réfugie dans le domaine littéraire.

a/ Marcel Proust

1871-1922.

A la recherche du temps perdu : 1913-1927. Asthme. Aime beaucoup John Ruskin, théoricien d'art anglais. Voyage à Venise et à Padoue.

1919 : *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, prix Goncourt.

Réflexion sur le temps et la mémoire, sur le rôle de l'art. Réflexion sur l'amour et sur la jalousie.

Salons aristocratiques et bourgeois. Plus de 200 personnages. Théâtre social. style révélateur, phrases longues.

« Ce travail de l'artiste, de chercher à apercevoir sous de la matière, sous de l'expérience, sous des mots, quelque chose de différent, c'est exactement le travail inverse de celui que, chaque minute, quand nous vivons détournés de nous-mêmes, l'amour-propre, la passion, l'intelligence, et l'habitude aussi accomplissent en nous, quand elles amassent au-dessus de nos impressions vraies, pour nous les cacher entièrement, les nomenclatures, les buts pratiques que nous appelons faussement la vie ». (*Le Temps retrouvé*)

Goût de la madeleine, pavé sur lequel on bute. Notion de réminiscence proustienne. Conscience du temps passé, qui donne son unité au quotidien fragmenté.

Madame Verdurin, la duchesse de Guermantes, Charlus, Robert de Saint-Loup, Charles Swann.

On n'aime que ce en quoi on poursuit quelque chose d'inaccessible, on n'aime que ce qu'on ne possède pas, écrit par exemple Proust dans *La Prisonnière*.

b/ Maurice Barrès

1862-1923. Lorrain. Né à Charmes (Vosges).

Culte du Moi : défendre notre Moi contre les Barbares, c'est-à-dire contre tout ce qui risque de l'affaiblir dans l'épanouissement de sa propre sensibilité. (Romantisme. Barrès est romantique, pas Maurras, qui préfère la raison).

La terre et les morts. (*Le roman de l'énergie nationale*, trilogie). Attachement aux racines, à la famille, à la terre natale.

Grand succès de ses romans au moment où Émile Zola triomphe. Barrès est sacré prince de la jeunesse.

1889 : député boulangiste de Nancy.

Il siège à l'extrême gauche.

1906 : député de Paris. Élu à l'Académie française.

24 juin 1920 : instauration d'une fête nationale de Jeanne d'Arc.

c/ Charles Maurras

1868-1952. Né à Martigues.

1938 : Académie Française.

Action Française : plus grand mouvement intellectuel et politique de la III.

Devient sourd à l'âge de 14 ans.

Soutien la révolution nationale de Vichy et le maréchal Pétain, tout en étant anti-allemand. Ravi de voir que Vichy a chassé les démocrates et a mis à bas la IIIe Rp qui est responsable de la guerre et de la défaite. Opposé au nationalisme de Hitler et à sa conception de la nation.

[Durant la 2GM il y a une guerre civile en France. Les pétainistes espèrent chasser le personnel politique de la III, mais, avec la victoire des Alliés, ce personnel politique réaffirme son autorité et chasse les pétainistes, notamment par les procès de la fin de la guerre. Élimination de ces cadres et de ces intellectuels. La gauche prend définitivement le pouvoir, notamment le pouvoir intellectuel, qu'elle n'avait pas jusqu'alors.

Avec le communisme et sa doctrine d'infiltration, la gauche prend tous les rênes de la France.

Le refus de la décolonisation, et le refus de l'indépendance algérienne, a coupé les derniers intellectuels de droite du général de Gaulle, et a empêché l'alliance du monde politique et du monde culturel. Si bien que la gauche peut continuer à scier la base du pays. Quand de Gaulle quitte le pouvoir, la droite perd de nouveau tout.

En condamnant juridiquement les intellectuels de droite après la guerre, la gauche n'a pas seulement voulu condamner, elle a voulu éliminer. On ne peut plus parler ou évoquer telle ou telle personne, parce que celle-ci a été condamnée. Comprenant le

légalisme, intrinsèque à la droite, la gauche a voulu faire condamner par l'État, pour assurer une condamnation définitive.]

Nationalisme de Maurras.

Péguy assume l'ensemble de la tradition française, y compris la révolution. Barrès ne renie pas toute la révolution. Maurras rejette la révolution. Nationalisme intégral. Théoricien de la contre révolution. (Burke, Maistre, Taine).

Sa doctrine parvient à rassembler toutes les idées de droite, si bien que la pensée légitimiste s'effondre, aspirée par Maurras. Sa doctrine n'est pas seulement une opposition à la gauche, c'est un intégralisme qui a sa vie propre.

Veut une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée.

Tradition = transmission. Transmission d'un héritage, devoir d'héritier. Devoir de léguer et de tester. Bienfaits de l'institution parentale. Nécessité d'une noblesse héréditaire.

« Les seuls gouvernements qui vivent longtemps, écrit-il dans la préface de *Mes idées politiques*, les seuls qui soient prospères, sont, toujours et partout, publiquement fondés sur la forte prépondérance déferée à l'institution parentale. »

Antiparlementaire.

Mythe de l'égalité. L'inégalité est naturelle et bienfaisante. Le respect du nombre et de la majorité ne certifie pas que l'on ait trouvé la vérité, ni que l'on sert la justice. Culte de l'individualisme est néfaste.

Décentralisation territoriale et professionnelle, c'est-à-dire corporatisme. Entité naturelle.

Déclin de la France vient de la révolution, mais avant vient des Lumières et de la Réforme. Antiprotestantisme de Maurras. La révolution est l'œuvre de la Réforme. La Réforme c'est le recul de la civilisation.

1926 : condamnation de l'AF Pie XI, grand choc, brise le soutien des catholiques.

1939 : Pie XII lève la condamnation.

Conclusion

La 1GM permet de renforcer le régime : les ennemis de la république sont éliminés, l'union sacrée oblige à faire bloc derrière la France, donc derrière le régime.

La génération monarchiste ayant disparue, l'idée s'éteint peu à peu, la république est donc plus affirmée. Toutefois, le régime ne parvient pas à s'imposer, l'antiparlementarisme demeure, la haine des affaires et du pouvoir des députés restent dans les esprits.

Après l'expérience républicaine, la France est un pays brisé et morcelé, traversé de courants contradictoires qui n'arrivent pas à s'entendre. Cela explique la joie de certains face à la défaite de 1940 et la chute de la république radicale et franc-maçonne. (cf. journal de Claudel).